

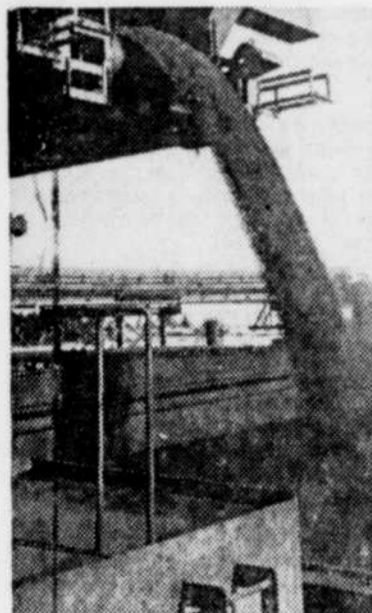


l'amiante les bois francs la beauce la côte-du-sud la rive sud portneuf charlevoix

le québec régional

Q.R.

dans nos régions



remarquer un porte-parole de la ville de Beauceville, "car autrement tous les projets d'extension du réseau d'aqueduc et d'égout de la ville auraient été bloqués".

L'Amiante

La cinquième édition de la Semaine du p'tit caribou (festival western) de Thetford Mines se déroulera du 27 août au 3 septembre. D'autre part, l'exposition annuelle de la Société d'agriculture de Mégantic se tiendra à Thetford Mines du 2 au 7 août.

Charlevoix

L'exposition annuelle de livres que la bibliothèque publique de La Malbaie tient en collaboration avec la Librairie Garneau aura lieu du 14 au 26 mai contrairement à ce qui avait été annoncé antérieurement. Environ 8,000 volumes seront exposés soit près du double de l'an dernier. Un grand choix de livres pour enfants a été sélectionné pour cette occasion.

Avril, un bon mois

Quelque 96 navires ont mouillé dans les eaux de la baie des Sept-Îles, en avril, et 2,275,174 tonnes de marchandises, essentiellement du minerai de fer, ont été manutentionnées. Mais ce mois fut surtout marqué par la visite du navire japonais Sensio Maru qui a quitté avec 181,650 tonnes de minerai, établissant ainsi un nouveau record nord-américain avec cette lourde cargaison. Le navire qui a quitté Sept-Îles aux premiers jours d'avril devrait atteindre le Japon la semaine prochaine. Pour les quatre premiers mois de 77, pas moins de 189 navires ont passé à Sept-Îles et un tonnage manipulé de 4,331,868 tonnes, d'après le dernier rapport mensuel du directeur du Conseil des ports nationaux, M. P.-J. Cloutier.

Portneuf

Le Syndicat des policiers de la ville de Donnacona a déposé une demande de conciliation, auprès du ministère du Travail, dans le cadre des négociations en cours pour le renouvellement du contrat collectif de travail. Le principal point en litige se situe au niveau des salaires. Par ailleurs, une troisième séance de négociations est prévue cette semaine avec le syndicat des employés municipaux, dont le contrat est échu le 31 décembre 1976. Mentionnons que le comité de négociations de la ville est composé des conseillers Philippe Belleau, Jean-Claude Frenette et Florent Gignac.

La Beauce

Pour se conformer aux recommandations du ministère de l'Environnement, la ville de Beauceville a autorisé la firme Guy Labbé, Louis Dion et Associés, de préparer un rapport complet en vue des modifications qui doivent être apportées à l'usine de filtration de Beauceville. On se devait d'agir ainsi, a fait

\$225,000 pour la phase 2 à Petite-Rivière-St-François

par J.-Thérèse LEGENDRE

PETITE-RIVIERE-SAINT-FRANÇOIS — Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche amorcera dès cet été la deuxième phase du projet de Petite-Rivière-Saint-François avec une somme d'environ \$225,000 qu'il puisera dans le budget spécial annoncé par le ministre Parizeau pour la relance de l'emploi.

C'est ainsi que cette année seront réalisés des travaux de déblaiement des pistes et des routes, et que les pistes seront localisées et défrichées. Des études techniques seront aussi complétées par des firmes d'ingénieurs.

Le comité de citoyens, dont la présidente est Mme Alphonse Dufour, a demandé au ministère que les gens de la place soient engagés en priorité pour ces travaux. On a aussi demandé que les travailleurs s'inscrivent au Centre de la main-d'oeuvre du Québec afin d'obtenir les emplois disponibles.

Le comité de citoyens de Petite-Rivière a ainsi obtenu, partiellement du moins, réponse à l'une des trois questions qu'il avait posées au ministère du Tourisme qui, en amorçant la deuxième phase du projet, indique ainsi sa volonté de poursuivre sa réalisation. Quant à savoir où en est exactement l'évaluation que le ministère avait dû faire du projet de Petite-Rivière-Saint-François, le comité de citoyens n'a pas obtenu les renseignements précis.

Environ \$800,000

Si le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche consacre cette année environ \$225,000 pour commencer la phase 2 du projet, dont la mission technique d'aménagement,

une somme de \$564,000 est aussi prévue pour Petite-Rivière ce qui totalisera près de \$800,000 devant être dépensés en 1977.

Au cours d'une rencontre avec un conseil municipal de Petite-Rivière et M. Patrice Laffleur, du ministère du Tourisme, le comité des citoyens a obtenu l'assurance que l'argent qui restait dans le fonds spécial d'intervention de la mission technique, soit environ \$564,000, soit utilisé pour régler le plus "proprement possible" les expropriations pour le centre de Petite-Rivière.

Seule la troisième demande faite par le comité des citoyens n'a pas reçu l'acceptation attendue. Il s'agissait

d'avoir sur place un permanent qui agirait en quelque sorte comme intermédiaire entre le gouvernement et la population de Petite-Rivière. Il semble cependant que les portes ne soient pas fermées à un tel projet qui est actuellement en suspens pour que le comité précise un peu plus sa demande.

Le comité de citoyens qui n'a pas réussi jusqu'à maintenant à engager le dialogue avec les autorités municipales de Petite-Rivière-Saint-François se réjouit actuellement de l'intervention éventuelle du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche auprès de ces dernières pour que le comité de citoyens puisse enfin travailler de concert avec le conseil municipal à l'avenir.



Mme Alphonse Dufour

Rôle méconnu du cultivateur (M. Giguère)

par Paul-Henri DROUIN

SAINT-GEORGES — "Il est déplorable qu'en 1977, on constate trop souvent, et avec regret, que ceux qui dirigent l'économie et les politiques, ainsi que la collectivité formée de consommateurs en forte majorité citadins, connaissent mal ou négligent l'apport important de l'agriculture dans cette économie et cette société."

C'est ce qu'a déclaré, hier, au SOLEIL, M. Marcel Giguère, directeur général de l'UPA de Québec-Sud, en soulignant que "dans la région 3 au sud du Québec, la moitié de ce vaste territoire est exploité par quelque 5,600 agriculteurs".

"Ceci représente, dit-il, 1,2 million d'acres défrichés avec une superficie moyenne par ferme d'environ 180 acres et des ventes brutes de produits agricoles totalisant quelque \$175 millions".

Aujourd'hui, fit remarquer M. Giguère, "une ferme bien organisée dans la région 3 nécessite des investissements de près de \$100,000 mais ce qui est d'autant plus important pour la collectivité, est le fait que l'agriculteur verse 60 pour cent de son revenu brut pour l'achat d'instruments et de services sans compter qu'à chaque dollar qu'il investit sur sa ferme, il produit une somme d'activités économiques extérieures d'environ trois dollars".

Alors, dans la région 3 au sud de Québec, le champ d'activités économiques global qui dépend de l'agriculture totalise près de \$650 millions incluant les secteurs d'amont et d'aval qu'elle génère.

Trop souvent aussi, a ajouté le porte-parole de l'UPA de Québec-Sud, "la forme de politiques d'aide à l'agriculture étant très disparate et à

court terme, donne l'impression que les agriculteurs dépendent largement de subventions; ce qui d'après, M. Giguère, est une fausse illusion si on compare aux budgets et aux programmes d'aides à l'entreprise et à la main-d'oeuvre dans les secteurs industriels".

M. Giguère a conclu ses remarques en affirmant que selon des récentes données fournies par le sous-ministre fédéral de l'Agriculture, "les agriculteurs canadiens sont parmi les moins subventionnés au monde avec une moyenne de \$350 chacun, alors qu'en France cette moyenne est de \$989 et de \$1,287 aux États-Unis".

"De plus, dit-il, c'est au Canada que les consommateurs jouissent, après les États-Unis, des meilleurs prix pour les aliments avec 17,5 pour cent de leur budget comparativement à 23,4 pour cent en France et 29,8 pour cent au Royaume Uni."

La SQ fermerait deux postes dans la Beauce

par Paul-Henri DROUIN

du bureau du Soleil

SAINT-JOSEPH — Les bureaux de la Sûreté du Québec, à Saint-Joseph et à Saint-Georges de Beauce, seront-ils regroupés et transférés à Beauceville?

C'est la question que se posent depuis quelque temps les Beaucevériens et qui a amené le député de Beauce-Sud à l'Assemblée nationale, M. Fabien Roy, d'adresser un télégramme au ministre de la Justice, M. Marc-André Bédard, lui demandant "de mettre un terme définitif à cette possibilité de regroupement et de déplacement des bureaux de Saint-Joseph et de Saint-Georges, à Beauceville".

"Une décision de ce genre, souligne M. Roy, aurait pour effet d'éloigner davantage la population des municipalités rurales des services de la Sûreté du

Québec, ce qui est inacceptable et qui vient à l'encontre des orientations du nouveau gouvernement québécois qui vise à décentraliser les services publics afin de les rendre plus accessibles à la population."

Joint par téléphone à son bureau de Saint-Joseph, le sergent Rémi Cliche s'est dit surpris d'un tel changement, mais a admis au SOLEIL qu'une étude au point de vue efficacité des postes de Saint-Joseph et de Saint-Georges avait été faite il y a quelque temps, par le lieutenant Louis-Marie Pilote, de Québec, et qu'aucun rapport de cette étude ne lui est parvenu.

Au bureau de la Sûreté du Québec, à Saint-Joseph de Beauce, le sergent Rémi Cliche a sous sa responsabilité 33 policiers et de son côté le sergent Lucien Talbot, à Saint-Georges de Beauce, compte sur un personnel de 21 policiers ce qui démontre l'importance de ces deux postes de la Sûreté du Québec, dans la Beauce.

NOS TARIFS SONT BAS

STE-FOY
MONTREAL

\$13⁵⁰
ALLER-RETOUR
1 JOUR

MONTEZ!

Ce prix correspond au tarif aller-retour 1 jour en voiture coach. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou au bureau des Ventes Voyageurs VIA CN.

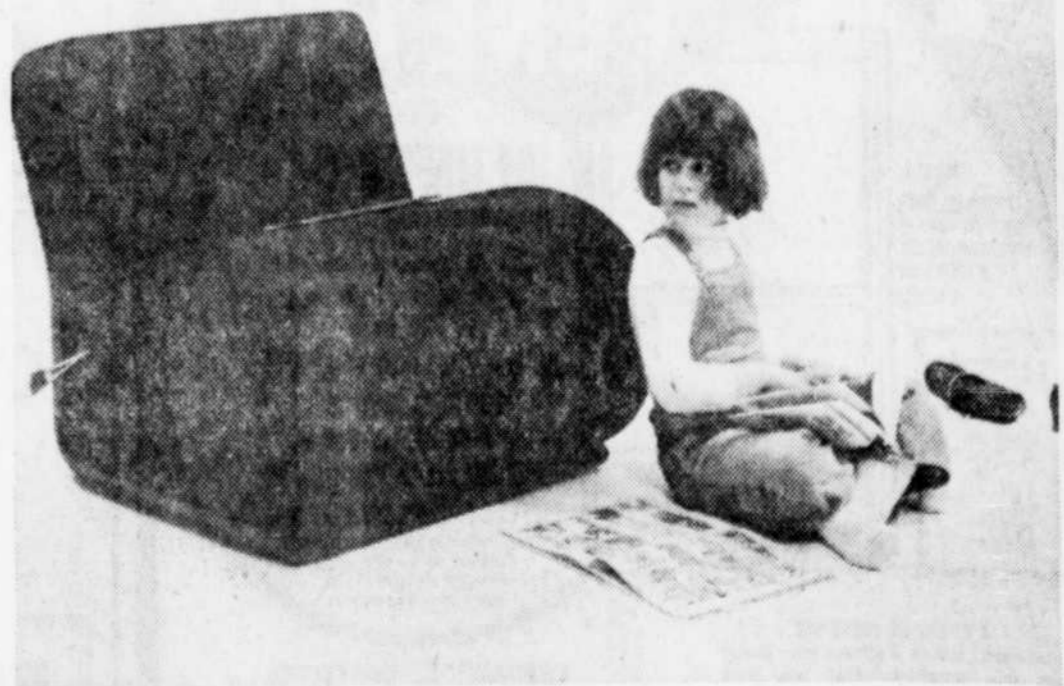


Univers Décor met le design à la portée de tout l'monde
Épargnez jusqu'à 60% sur nos meubles design

Le fauteuil-lit Parravicini

\$139
régulièrement \$199

Pour bien s'asseoir, pour dormir comme un ange, voici le fauteuil-lit. Detachez deux courroies et le coussin du siège se rabat en lit douillet pour le visiteur imprévu. Structure de métal. À voir, en solde, chez Univers Décor.



UNIVERS DÉCOR INC

3070, chemin St-Louis, Ste-Foy
Tel.: 658-0664

563, Route Trans-Canada, St-David, Lévis
Tel.: 837-3604

8500, boul. Henri-Bourassa, (Carrefour Charlesbourg)
Charlesbourg
Tel.: 628-9991

555, Route 170 Jonquière
Tel.: 548-3156



côte-nord gaspésie bas saint-laurent le grand-portage

l'est du québec

dans nos régions



Avril, un bon mois

Quelque 96 navires ont mouillé dans les eaux de la baie des Sept-Iles, en avril, et 2,275,174 tonnes de marchandises, essentiellement du minerai de fer, ont été manutentionnées. Mais ce mois fut surtout marqué par la visite du navire japonais Senso Maru qui a quitté avec 181,650 tonnes de minerai, établissant ainsi un nouveau record nord-américain avec cette lourde cargaison. Le navire qui a quitté Sept-Iles aux premiers jours d'avril devrait atteindre le Japon la semaine prochaine. Pour les quatre premiers mois de 77, pas moins de 189 navires ont passé à Sept-Iles et un tonnage manipulé de 4,331,868 tonnes, d'après le dernier rapport mensuel du directeur du Conseil des ports nationaux, M. P.-J. Cloutier.

Portneuf

Le Syndicat des policiers de la ville de Donnacona a déposé une demande de conciliation, auprès du ministère du Travail, dans le cadre des négociations en cours pour le renouvellement du contrat collectif de travail. Le principal point en litige se situe au niveau des salaires. Par ailleurs, une troisième séance de négociations est prévue cette semaine avec le syndicat des employés municipaux, dont le contrat est échu le 31 décembre 1976. Mentionnons que le comité de négociations de la ville est composé des conseillers Philippe Belleau, Jean-Claude Frenette et Florent Gignac.

La Beauce

Pour se conformer aux recommandations du ministère de l'Environnement, la ville de Beauceville a autorisé la firme Guy Labbé, Louis Dion et Associés, de préparer un rapport complet en vue des modifications qui doivent être apportées à l'usine de filtration de Beauceville. On se devait d'agir ainsi, a fait

remarquer un porte-parole de la ville de Beauceville, "car autrement tous les projets d'extension du réseau d'aqueduc et d'égout de la ville auraient été bloqués".

L'Amiante

La cinquième édition de la Semaine du p'tit caribou (festival western) de Thetford Mines se déroulera du 27 août au 3 septembre. D'autre part, l'exposition annuelle de la Société d'agriculture de Mégantic se tiendra à Thetford Mines du 2 au 7 août.

Charlevoix

L'exposition annuelle de livres que la bibliothèque publique de La Malbaie tient en collaboration avec la Librairie Garneau aura lieu du 14 au 26 mai contrairement à ce qui avait été annoncé antérieurement. Environ 8,000 volumes seront exposés soit près du double de l'an dernier. Un grand choix de livres pour enfants a été sélectionné pour cette occasion.

Le Bas-Saint-Laurent

La Commission régionale de plein air du Conseil des loisirs de l'Est du Québec, en collaboration avec la Corporation du parc Mont Comi, tiendra son colloque et son assemblée générale en fin de semaine, soit du 13 au 15 mai au parc du Mont Comi, à Saint-Donat, près de Rimouski. Le responsable du plein air au Conseil des loisirs, M. Eric Forest, insiste sur l'importance de cette rencontre dont le but est de permettre à tous ceux qui s'intéressent au plein air de faire connaître leur point de vue et leurs besoins.

La Rive-Sud

Jusqu'à dimanche prochain, dans le cadre d'un festival inusité, le restaurant La Turlute, à Saint-Michel de Bellechasse, se plaît à faire déguster de la viande de lapin. L'expérience est formidable, servant à faire découvrir cette délicieuse viande blanche encore méconnue des Québécois, remarquent les cuniculteurs intéressés à mettre sur pied un abattoir coopératif dans la région. L'expérience sera sans doute à son meilleur, samedi soir, le 14 mai, alors que les convives pourront entendre un conférencier et les commentaires de quelques représentants des ministères de l'Agriculture, de la Consommation, Compagnies et Coopératives.

La Côte du Sud

Le Club 4-H du Collège de Sainte-Anne distribuera quelque 40,000 arbres, dans les prochains jours. Il obtient en effet l'aide du ministère des Terres et Forêts pour mener à bien sa campagne de reboisement amorcée l'automne dernier. Les citoyens qui ont été informés que leur demande avait été acceptée iront chercher les plants à des postes de distributions organisés à Montmagny, Saint-Jean-Port-Joli et La Pocatière.

Des manifestantes empêchent les conseillers de siéger

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ÎLES — Le calme et la routine qui caractérisent le début des réunions hebdomadaires du conseil municipal de Sept-Îles ont été pertur-



Le maire Jean-Marc Dion

bées, hier après-midi, par une trentaine de jeunes mères de familles venues réclamer en chœur un local pour ouvrir une garderie populaire connue sous le nom de La Manouine.

Cette contestation inattendue de la part de plusieurs conseillers a provoqué l'ajournement de l'assemblée à lundi prochain, et s'est transformée en une occupation de la salle du conseil, occupation qui se poursuivait d'ailleurs en début de soirée, hier.

Les jeunes mères, brandissant des pancartes, certaines portant leur bébé dans leurs bras, ont subitement fait irruption dans la salle du conseil

deux minutes à peine avant la traditionnelle lecture de la prière qui invite à méditer sur l'action politique et qui marque le début des délibérations.

Avant que le maire ne demande l'adoption du procès-verbal de la dernière assemblée, une protestataire proclamait bien fort les motifs de cette démarche publique, sous les feux des caméras du télédiffuseur local, et sous les yeux scandalisés de quelques conseillers et une dizaine d'autres citoyens.

Le maire Dion a demandé mais en vain qu'on respecte l'ordre du jour, dont le sixième point avait trait aux garderies, et il a réclamé sur un ton ferme mais manifestement très tendu que les délibérations puissent se dérouler dans l'ordre, et a menacé de faire expulser la salle.

Ironiquement, pendant que des manifestantes scandaient des slogans, chantaient et livraient sur des airs connus des messages appuyant leur requête, le maire Dion tentait tant bien que mal à proclamer la Semaine de la police.

Pour clore cette proclamation, le maire a demandé à un policier d'ex-

pulser une jeune femme "pour avoir troublé la paix" et M. Dion a proposé l'ajournement de la réunion en déclarant que "ce n'est peut-être pas la façon démocratique de vous émanciper, mesdames".

Rappelons que le conseil municipal a été saisi d'une demande pour un local le 8 avril dernier, et que les autorités septiliennes devaient énoncer une politique sur les garderies dans les semaines suivantes. Coïncidence ou non, une garderie locale demandait une subvention à la municipalité la semaine suivante, entraînant des conseillers à affirmer que le dossier devrait être renvoyé au ministère des Affaires sociales.

Les jeunes mères, qui ont multiplié les démarches auprès du ministère, suggéraient à la ville d'acheter ou de louer une maison ou de louer un local pouvant convenir aux besoins, et accommoder 45 enfants dès l'ouverture.

Selon les promoteurs de La Manouine, une ou des garderies sont nécessaires à Sept-Îles où on dénombre 3,500 enfants de moins de cinq ans.

La manifestation d'hier provoquera une sensibilisation de la population à ces besoins. Les contestataires ont indiqué leur intention de revenir au conseil lundi prochain pour continuer leur lutte.

Pendant ce temps le ministre Lazure annoncera peut-être officiellement ses projets d'accorder des subventions plus généreuses pour l'ouverture de nouvelles garderies et son intention de porter de \$8,000 à \$12,000 les octrois pour l'équipement.

Le conseil pour sa part se préparera croit-on en émettant possiblement de nouveaux règlements restreignant l'accès aux assemblées du conseil et en redoublant la présence policière à l'entrée; déjà un policier fait le piquet près de la porte.

Les mesures n'ont pas tardé à apparaître, hier. Vers 17 heures, une demi-heure après la fermeture des bureaux, alors qu'une dizaine de manifestantes occupaient toujours la salle du conseil, pas moins de huit gendarmes arpentaient l'entrée de l'hôtel de ville, en interdisant l'accès et demandant l'identification à quiconque se présentait sur les lieux. Le temps n'était pas au sourire.

L'un de ces policiers bien bâtis, sans doute crispé par les heures des bébés, visiblement traumatisé, a carrément refusé au représentant du SOLEIL de se rendre au bureau du maire Dion, puisque "les ordres sont les ordres"... la jardinière de la future garderie devra donc être prévenue de prendre garde!

Rimouski aurait son école secondaire privée bientôt

par Damien GAGNON
du bureau du Soleil

RIMOUSKI — Le ministère de l'Éducation ferait de Rimouski un cas d'exception, en accordant un permis pour l'implantation d'une école secondaire privée, dès septembre 1977.

C'est du moins ce que croient les membres de la Corporation de l'école secondaire privée de Rimouski Inc. qui ont procédé hier au lancement de la campagne de souscription pour aider au financement du projet.

Toutefois, toujours selon les promoteurs de l'école privée, le ministre Jacques-Yvan Morin préfère attendre la tenue du congrès du Parti québécois à la fin du mois où la question de l'enseignement privé sera sûrement abordée, avant de donner une réponse définitive.

Selon le nouveau président de la Corporation de l'école privée, M. Roland Bellavance, qui succède à M. Michel Khalil qui quitte Rimouski pour un congé d'étude d'un an, deux

raisons incitent le ministère de l'Éducation à faire un cas d'exception pour Rimouski. Rappelons que le ministère a décidé d'un moratoire de six mois relativement à de nouveaux permis pour l'implantation d'écoles privées.

La première de ces raisons serait que la région du Bas-Saint-Laurent est défavorisée par rapport à d'autres, ne possédant aucune institution d'enseignement privé. La deuxième serait, que de tous les projets présentés au ministère, celui de Rimouski est le plus avancé et il répondrait à toutes les normes lui permettant d'obtenir une reconnaissance d'intérêt public, c'est-à-dire financé à 80 pour 100 par le gouvernement.

M. Bellavance a toutefois admis que si la réponse du ministère de l'Éducation n'était pas connue pour le début de juin, l'ouverture de l'école pour septembre serait sérieusement compromise.

Quant à la campagne de financement dont LE SOLEIL a déjà fait état, elle a été fixée à \$100,000. Le président de la campagne, M. Raymond Manseau

a rappelé que des sommes souscrites, 25 pour 100 seront retenues et administrées exclusivement par une fondation qui aura pour rôle de mettre à la disposition de la clientèle étudiante moins favorisée financièrement, des bourses lui permettant l'accès à l'école.

Avant le lancement de cette campagne, la corporation avait déjà reçu de groupes et d'individus, la somme d'environ \$12,000.

Compte tenu des inscriptions, la zone d'influence de la future école privée se situe entre Rimouski-Mont-Joli quoique plusieurs étudiants viennent de Trois-Pistoles, Matane et la vallée de la Matapédia. L'école qui devrait accueillir environ 350 étudiants, si le projet est accepté, aura besoin d'une vingtaine de professeurs. Environ 80 y ont fait une demande d'emploi.

Quant au projet d'implantation d'une école privée à Matane, il semble bien qu'il ait avorté, du moins il n'est pas question d'une mise en place pour septembre.

NOS TARIFS SONT BAS

STE-FOY
MONTREAL

\$13⁵⁰

ALLER-RETOUR
1 JOUR

MONTEZ!

Ce prix correspond au tarif aller-retour 1 jour en voiture coach. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou au bureau des Ventes Voyageurs VIA CN.



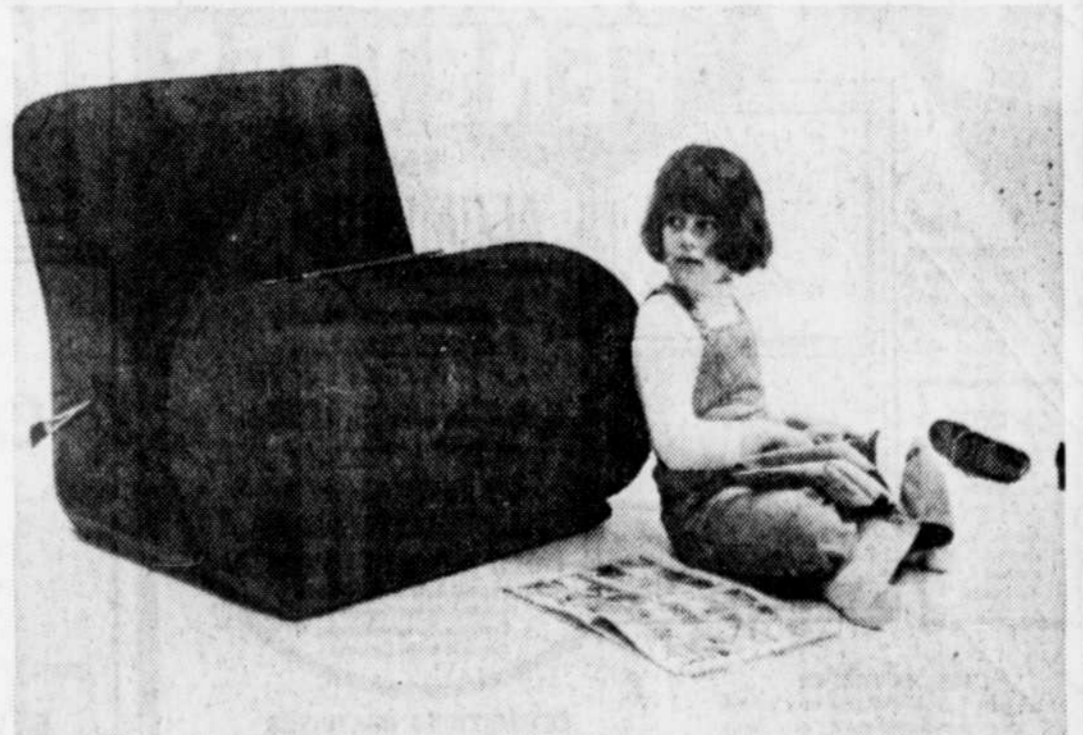
Univers Décor met le design à la portée de tout l'monde
Épargnez jusqu'à 60% sur nos meubles design

Le fauteuil-lit
Parravicini

\$139

régulièrement \$199.

Pour bien s'asseoir, pour dormir comme un ange, voici le fauteuil-lit. Detachez deux courroies et le coussin du siège se rabat en lit douillet pour le visiteur imprévu. Structure de métal. À voir, en solide, chez Univers Décor.



UNIVERS DÉCOR INC

3070, chemin St-Louis,
Ste-Foy
Tél.: 658-0664

563, Route Trans-Canada,
St-David, Lévis
Tél.: 837-3604

8500, boul. Henri-Bourassa,
(Carrefour Charlesbourg)
Charlesbourg
Tél.: 628-9991

555, Route 170
Jonquière
Tél.: 548-3156